

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil de Communauté du 11 décembre 2018

L'an deux mille dix huit, le onze décembre à 18 h 00, au siège de Lannion-Trégor Communauté, 1 rue Monge à Lannion, le Conseil de Communauté s'est réuni sous la présidence de M. Joël LE JEUNE, après convocation adressée individuellement à chaque conseiller, le 30 novembre 2018.

Nombre de membres en exercice : 91 titulaires – 47 suppléants

Présents ce jour : 79 Procurations : 5

Étaient présents :

M ARHANT Guirec, Mme BESNARD Catherine, M. BOITEL Dominique, Mme BOURHIS Thérèse, M. BOURIOT François, M. CANEVET Fabien, Mme CHARLET Delphine, M. COENT André, M. COIC Alain, Mme CORVISIER Bernadette, M DELISLE Hervé, M DENIAU Michel, M. DRONIOU Paul, M. DROUMAGUET Jean, M CABEL Michel, M. EGAULT Gervais, M FREMERY Bernard, Mme GAREL Monique, M BROUDIC Jean (Suppléant M. GOISNARD Jacques), Mme GOURHANT Brigitte, M. LE CORRE Jean-Yves (Suppléant M. GUELOU Hervé), Mme HAMON Annie, M HENRY Serge, Mme HERVE Thérèse, M. HUNAUT Christian, M. JEGOU Jean-Claude, M. KERAUDY Jean-Yves, M. KERNEC Gérard, M. KERVAVON Patrice, M. LAMANDÉ Jean Claude, M LE BESCOND Jean-François, M LE BRIAND Gilbert, M. LE BUZULIER Jean Claude, M. LE FUSTEC Christian, M LE GUEN Jean-Yves, M. LE GUEVEL Jean-François, M. LE JEUNE Joël, Mme LE MEN Françoise, M. CAMUS Sylvain (suppléant Mme LE LOEUFF Sylvie), M LE MOAL André, M LE MOULLEC Frédéric, Mme LE PLATINEC Denise, M LE QUEMENER Michel, M LE ROLLAND Yves, M LE SEGUILLON Yvon, M LEMAIRE Jean François, M. LEON Erven, M. L'HEREEC Patrick, M. L'HOTELLIER Bertrand, M LINTANF Hervé, M MAHE Loïc, Mme MAREC Danielle, M. MEHEUST Christian, M NEDELEC Jean-Yves, Mme NIHOARN Françoise, M PARISCOAT Arnaud, M. PEROCHE Michel, Mme PIEDALLU Anne-Françoise, M. PILOT René, Mme PONTAILLER Catherine, M. PRAT Jean René, M. PRAT Marcel, Mme PRAT-LE MOAL Michelle, M. PRIGENT François, M. QUILIN Gérard, M. ROBERT Eric, M. ROBIN Jacques, M. ROPARTZ Christophe, M. ROUSSELOT Pierrick, Mme SABLON Hélène, M. SEUREAU Cédric, M. SOL-DOURDIN Germain, M. STEUNOU Philippe, M. TERRIEN Pierre, M TURUBAN Marcel, M. VANGHENT François, M. WEISSE Philippe, M. MERRER Louis, M. OFFRET Maurice

Procurations :

M. FAIVRE Alain à Mme PRAT-LE MOAL Michelle, Mme FEJEAN Claudine à Mme HERVE Thérèse, Mme GAULTIER Marie-France à M ARHANT Guirec, M. LE BIHAN Paul à Mme CHARLET Delphine, Mme LE CORRE Marie-José à M. PRAT Marcel

Étaient absents excusés :

M GOURONNEC Alain, M. LE BRAS Jean-François, M. LE GALL Jean-François, M. PRAT Roger, M QUENIAT Jean-Claude, M ROGARD Didier, Mme COADALEN Rozenn

Il a été procédé, conformément à l'article à L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. SEUREAU Cédric, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Bilan de la concertation et arrêt du Plan Local d'Urbanisme de Plougrescant

La commune de Plougrescant a souhaité engager la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) par délibération du 6 Février 2015, en se donnant les objectifs suivants :

- Maintenir un document de planification stratégique communale au-delà du 1^{er} janvier 2016, date à laquelle les POS pour lesquels une prescription de révision en vue de leur transformation en PLU n'aurait pas été engagée avant le 31 Décembre 2015, deviendront caducs ;
- Mettre en compatibilité ce document avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire- Bretagne approuvé en novembre 2009 et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Argoat Trégor Goëlo, en cours d'élaboration ;
- Intégrer les orientations du ScoT du Trégor qui doit être prochainement étendu à la commune de Plougrescant ;
- Prendre en compte l'évolution législative et notamment la loi ENE dite Grenelle 2 du 12 Juillet 2010 et la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR du 24 mars 2014 ;
- Prendre en compte les grands enjeux sociaux et environnementaux de l'époque, et participer aux efforts nationaux et internationaux destinés à les résoudre ;
- Ouvrir un large débat avec les habitants et acteurs socio-professionnels de la commune afin de faire ressortir les grands enjeux et de choisir pour chacun d'eux les réponses adaptées ;
- Poursuivre un urbanisme maîtrisé tout en veillant à une utilisation économe de l'espace et en permettant une mixité sociale et intergénérationnelle ;

- Conserver et renforcer la qualité du cadre de vie local ;
- Développer les services et activités économiques ;
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti de la commune ;
- Accentuer les pratiques de circulation douces afin de favoriser la mobilité durable ;
- Prendre en compte les zones naturelles sensibles et notamment les sites Natura 2000 à terre et en mer ;
- Identifier et protéger la trame de continuité écologique verte et bleue ;
- Identifier et préserver les zones humides et les cours d'eau sur l'ensemble du territoire communal ;
- Protéger la population face aux risques d'inondation par submersion marine, auxquels le territoire communal est exposé ;
- Intégrer la jurisprudence récente de la loi Littoral ;

Les modalités de la concertation ont été arrêtées par le Conseil Municipal par sa délibération du 6 Février 2015 et sont les suivantes :

- la présente délibération [ndlr :de prescription] fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
- La mise à disposition du public, aux heures d'ouverture de la mairie et tout au long de la procédure, d'un registre à feuillets non mobiles destiné à recueillir les observations et suggestions.
- La publication d'un avis dans le journal communal signalant le lancement de la procédure et expliquant comment en suivre l'avancement et comment s'exprimer.
- la tenue d'au moins deux réunions publiques, au moment de l'élaboration du PADD et avant l'arrêt du projet, qui permettront aux administrés de s'exprimer sur les orientations choisies par la municipalité.
- la création d'un comité technique composé d'élus, de personnes qualifiées (représentants de la profession agricole, commerçants, etc.) ou détentrices d'une expertise pertinente pour éclairer la municipalité (associations, etc).

Les actions entreprises par les collectivités dans le cadre de la concertation résultant de l'élaboration du PLU sont les suivantes :

- Mise à disposition d'un registre permettant de recueillir les observations et suggestions
- Publications d'articles dans le bulletin communal
- Organisation de 3 réunions et débats publics
- Création d'un comité technique pour éclairer la municipalité
- Informations publiées sur le site internet de la commune et de l'intercommunalité
- Affichage d'un panneau d'exposition

Cela étant rappelé,

VU Le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-11 et suivants, R 153-1 et suivants ;

- VU** La délibération du Conseil Municipal en date du 06 Février 2017 du POS et définissant les modalités de concertation et les objectifs par la commune de Plougrescant ;
- VU** La loi n°2014-366 dite loi ALUR opérant un transfert de la compétence « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales » à Lannion-Trégor Communauté à compter du 27 Mars 2017 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de en date du 31 Mars 2017 donnant son accord à la poursuite de la procédure de révision de son Plan Local d'Urbanisme par Lannion-Trégor Communauté ;
- VU** Le débat sur les orientations générales du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) du Plan Local d'Urbanisme de Plougrescant lors du Conseil Communautaire en date du 3 Avril 2018 ;
- VU** La concertation publique qui s'est déroulée dans les conditions déterminées par la commune et qui a donné lieu au bilan annexé ;
- VU** L'avis du Conseil Municipal de la commune de Plougrescant sur le PLU arrêté en date du 16 Novembre 2018, conformément à l'article L.5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** Le projet de PLU, prêt à être arrêté par le Conseil Communautaire, et notamment : le rapport de présentation, le plan d'aménagement et de développement durables (PADD), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), les pièces écrites et graphique du règlement, l'évaluation environnementale, ainsi que les annexes (littérales et graphiques) ;

CONSIDERANT Que ce projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés ;

Après en avoir délibéré, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE À L'UNANIMITÉ

DECIDE DE :

TIRER Le bilan de la concertation, dont les modalités ont été rappelées, et tel qu'il est dressé en annexe.

ARRETER Le projet de plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération, composé d'un rapport de présentation, le plan d'aménagement et de développement durables (PADD), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), les pièces écrites et graphique du règlement, l'évaluation environnementale, ainsi que les annexes (littérales et graphiques).

PRECISER qu'en application des articles L.153-16 et L.153-17 du Code de l'Urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme sera communiqué pour avis :

- à l'ensemble des personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, soit l'État, la région Bretagne, le Conseil Départemental des Côtes d'Armor, les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers, la chambre d'agriculture, la section régionale de conchyliculture, les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.
- aux communes limitrophes, ainsi qu'aux organismes qui ont demandé à être consultés
- aux présidents d'associations agréées qui en ont fait la demande (article L.132-11)

du même code).

- À la CDPENAF
- à la CNDPS
- à l'autorité environnementale
- à l'INAO et au CRPF

INDIQUER

Que la présente délibération sera transmise au préfet des Côtes d'Armor au titre du contrôle de légalité et fera l'objet de la publicité suivante, ainsi que prévu par les articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme et fera l'objet d'un affichage au siège de Lannion-Trégor Communauté pendant un mois.

DECIDER

Que conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L.424-1 du même code, à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente décide d'appliquer le sursis à statuer sur les demandes d'autorisation concernant les constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécutoire.

INDIQUER

Que mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la présente délibération sera réalisée.

Fait et délibéré, à Lannion les jour, mois et an précités.
POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DUMENT SIGNÉ.

Le Président atteste le caractère exécutoire
de la présente délibération,
transmise au contrôle de légalité
par télétransmission le
Publiée et affichée le

14 DEC 2018

LE PRÉSIDENT,
Joël LE JEUNE

LE PRÉSIDENT,
Joël LE JEUNE

